

De la démocratie participative à la démocratie exclusive

vendredi 9 mars 2007, par [BESANCENOT Olivier](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mars 2007).

Dix jours avant l'échéance finale, le bouclage des parrainages tourne au scandale démocratique. Un scandale pour l'ensemble des candidatures non soutenues par une formation parlementaire. En effet, depuis la semaine dernière, la plupart des candidats et des candidates ont annoncé leurs difficultés à transformer les promesses en parrainages réels. Avec 455 signatures, ma candidature est, elle aussi, clairement en danger. Cette semaine, des reconversions de signatures pourtant fermement promises se sont évanouies, tandis que nos équipes sont allées chercher de nouvelles signatures. Le scénario, qui apparaissait pour beaucoup comme de la politique-fiction, est en train de se dérouler sous nos yeux et pourrait bouleverser le cadre de cette élection présidentielle. Non seulement la loi de 1976 montre clairement son caractère antidémocratique, mais une crise de représentation politique apparaît également de manière flagrante. En effet, comment justifier l'absence éventuelle de courants d'opinion significatifs ? J'estime être victime d'une censure administrative, elle-même produit d'une volonté politique de réserver les élections clés et la représentation nationale à un oligopole de partis institutionnels.

Le PS, qui avait voté contre la loi de 1976, et qui est aujourd'hui un des rares grands partis à la soutenir comme « filtre démocratique », l'utilise à plein pour faire pression sur ses propres élus et sur des élus non encartés au PS, afin de ne pas donner de signature à notre candidature. Nous avons fourni des preuves de ces basses manœuvres lors de ma dernière conférence de presse, et nous n'avons toujours pas de réponse de la part de la direction du PS. Un parti qui participe d'une drôle de conception de la démocratie, lui qui dispose d'un réseau d'édiles généralement élus lors de seconds tours où se mêlent nécessairement des voix de différentes origines.

Et c'est donc Sarkozy qui annonce à la télé qu'il faut débloquer la situation et qui invite les maires sans étiquette à donner leur parrainage à Le Pen... et à Besancenot ! Nous ne sommes pas dupes des calculs politiques. Sarkozy ne peut gagner l'élection présidentielle si Le Pen est absent de l'élection. Mais puisque la loi n'a pas changé et qu'elle amène à une situation de blocage, c'est bien aux partis institutionnels que revient la responsabilité de déverrouiller la situation. En ce sens, nous avons écrit à tous les groupes parlementaires de l'Assemblée et du Sénat, en décembre dernier. Nous n'avons pas changé d'avis et, d'une certaine manière, la balle est désormais dans le camp du Parti socialiste.

La loi de 1976, décidée par Giscard pour éviter des candidatures « folkloriques », et élevant le seuil de parrainages de 100 à 500 signatures, est en train d'expirer. Elle visait à confier aux élus, essentiellement aux maires, la mission d'exercer un filtre. Le fait même que la moitié des maires refusent de parrainer un quelconque candidat est un premier indicateur de crise. Beaucoup de petits maires utilisent cette campagne de signatures pour envoyer un message de ras-le-bol face au désengagement de l'État. Malheureusement, au détriment de candidatures comme la mienne, qui défend pourtant le maillage des services publics. D'autres refusent de « se mouiller », parce que leurs administrés, leur conseil municipal, leurs adjoints ne comprendraient pas. Ce qui démontre, une fois encore, l'absurdité de la loi : beaucoup d'élus ne font pas la différence entre parrainage administratif et soutien politique. Ajoutez à cela l'« effet 21 Avril », et on assiste à une abstention massive des maires !

Le système de bipolarisation de la vie politique souhaitée par les élites et les grands partis au pouvoir nécessite l'éviction de courants politiques pourtant bien ancrés dans l'opinion. D'ailleurs, la plupart des grandes échéances politiques montrent un décalage entre la représentation politique et la vie politique réelle. Que l'on se souvienne que le traité constitutionnel européen avait été ratifié par 90 % des parlementaires ! On connaît la suite. Cette confiscation politique visant à réduire le pluralisme, et en particulier à étouffer les voix discordantes critiquant le système politique et économique, s'accompagne d'un refus d'élire les députés à la proportionnelle.

Nous avons proposé un autre système, qui consiste à confier à la population le soin de parrainer les candidats avec, par exemple, 50 000 ou 75 000 signatures. Cette proposition a d'ailleurs été reprise. Mais, pour cette élection, c'est de toute façon l'ancien système qui prévaut. C'est aux formations parlementaires d'agir pour que les électeurs et les électrices ne soient pas volés de leur premier tour. Au risque d'une grave crise politique et de conséquences imprévisibles sur l'issue du scrutin.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2196 du 8 mars 2007.